

Table des matières

1.	Introduction	4
2.	Revue du secteur rizicole national	4
2-1	Etat des lieux de la filière rizicole :.....	4
2-3	Niveau de consommation de riz et projections des besoins :.....	7
2-4	Le système de commercialisation et les principaux acteurs de la filière	8
3.	Défis majeurs et opportunités pour le développement national du secteur rizicole :	9
4.	Zones d'action prioritaires et approches retenues :.....	10
4-1	Les zones d'actions prioritaires :	10
4-2	Les approches retenues :.....	11
5.	: Vision et cadre du SNDR.....	11
5-1	Les objectifs :	11
5-2	: La SNDR de Madagascar	12
5-3	Gouvernance de la SNDR :.....	13
5-5	Les principales interventions (innovation, technologie, politique, institutions, marchés, renforcement de la capacité) :	14
6.	Stratégies par sous-secteur :	14
6-1	Semences	14
a)	<i>Système semencier</i> :	15
b)	<i>Vision et Stratégie Nationale Semencière</i> :	15
c)	<i>Stratégies pour le développement du secteur semencier</i> :	16
6-2	Engrais.....	16
a)	<i>Vision et Stratégie Nationale sur les Engrais</i> :.....	16
b)	<i>Objectifs</i> :	16
c)	<i>Les stratégies pour le développement du secteur de l'engrais</i> :	17
6-3	Irrigation	17
a)	<i>Vision de la Stratégie pour le secteur de l'Irrigation</i> :.....	17
b)	<i>Les objectifs du secteur de l'irrigation</i>	18
c)	<i>Les stratégies du secteur de l'irrigation</i> :.....	19
6-4	Mécanisation	20

a) <i>Vision de la Stratégie pour le développement de la mécanisation</i>	20
b) <i>Les stratégies pour le développement de la mécanisation</i>	22
6-5 Financement rural	22
a) <i>Vision de la Stratégie pour le développement du financement rural</i>	22
b) <i>Les stratégies pour le développement du système de financement rural</i> :.....	22
6-6 Vulgarisation agricole :.....	24
a) <i>Vision et Stratégie pour la vulgarisation agricole</i> :.....	24
b) <i>Les stratégies pour le développement de la vulgarisation agricole</i> :.....	24
<p>Tenant compte d'une insertion professionnelle des jeunes sans qualification dans le milieu agricole et d'une absence de politique d'aide à l'installation de nouvelles générations d'agriculteurs bien formés, porteurs d'innovation en milieu rural, et qui seront les vulgarisateurs, les techniciens de proximité et les leaders des OP, les objectifs des stratégies pour le développement de la vulgarisation dans le secteur rizicole visent à :.....</p>	
7 Conclusion :.....	25

Liste des Tableaux

<i>Tableau 1 : Tendances de la production rizicole des six dernières années (2003-2008)</i>	4
<i>Tableau 2 : Points forts et points faibles de la filière riz à Madagascar</i>	5
<i>Tableau 3 : Evolution et objectif de productions (Période 2006 – 2009)</i>	7
<i>Tableau 4 : Niveau de consommation de riz et projections des besoins (2007 – 2011)</i> .7	
<i>Tableau 5 : Superficie, rendement et production rizicole en 2008, et objectifs visés pour 2018</i>	11
<i>Tableau 6 : Nombre de chercheurs et techniciens en 2008, et les objectifs visés pour 2018</i>	12
<i>Tableau 7 : Analyse de l'évolution du Budget du MAEP alloué au développement rizicole</i>	14
<i>Tableau 8 : Objectifs de production et besoins en semences de riz</i>	16
<i>Tableau 9 : Objectifs à atteindre pour le développement de l'irrigation</i>	20
<i>Tableau 10 : Objectifs à atteindre pour le développement de la mécanisation</i>	22

Liste des ANNEXES

ANNEXE I :	Schéma de commercialisation du riz à Madagascar
ANNEXE II :	Saisons culturales et calendriers respectifs selon les régions
ANNEXE III :	Carte de la production rizicole par zone en 2007
ANNEXE IV :	Résultats acquis par chaque domaine scientifique et pour chaque grande région rizicole.

- ANNEXE V : Situation générale des semences selon les zones agro écologiques
ANNEXE VI : Disponibilité des semences.
ANNEXE VII : Schéma d'une organisation semencière

STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE (SNDR)

1. Introduction

Principale culture vivrière renommée à Madagascar, le riz occupe une place importante dans le secteur agricole. La filière riz constitue la première activité économique en milieu rural en terme de volume. La riziculture est en effet pratiquée par environ 2 000 000 de ménages soit 85% des exploitants agricoles (*source : Recensement agricole 2004 – 2005*).

Le riz représente l'aliment de base pour la grande majorité des malgaches. La consommation moyenne est évaluée à 138 kg/hab/an en milieu rural et 118 kg/hab/an en milieu urbain. (*source : Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar – UPDR/FAO 1999-2000*)

Du fait que la production actuelle ne couvre pas encore entièrement les besoins de la population locale, besoins accrus par une forte autoconsommation, le pays a été amené à importer du riz (environ 180.000 tonnes en 2008) (*source : Service des Douanes*).

Cependant, de par ses fortes potentialités avec une quinzaine de grands bassins de production, Madagascar devrait, non seulement pouvoir satisfaire la demande intérieure, mais aussi parvenir à constituer le « Grenier à riz de l'Océan Indien » voire même exporter dans la région de l'Afrique Subsaharienne.

D'où la nécessité d'élaborer une Stratégie Nationale de Développement Rizicole (SNDR) adaptée au nouveau contexte qui prévaut suite aux crises alimentaires et flambées de prix connues récemment au niveau mondial.

2. Revue du secteur rizicole national

2-1 Etat des lieux de la filière rizicole :

D'une manière générale, suivant les principales zones agro écologiques et les pratiques culturelles, 3 principaux types de riziculture peuvent se rencontrer : *aquatique, pluviale et sur brûlis (tavy)*.

Selon le recensement agricole 2004-2005, la riziculture malgache est caractérisée par un effectif moyen des exploitations agricoles de 5,51 personnes sur une superficie agricole moyenne de 0,87 hectare.

La pratique du repiquage en foule domine (77% des superficies) sur le repiquage en ligne (9.4%) qui permet une meilleure productivité et facilite l'entretien des cultures. Le semis direct considéré comme un système traditionnel concerne encore 12.6% des superficies. Le

Système de Riziculture Intensif et le Système de Riziculture Amélioré préconisé pour l'augmentation de la production et de la productivité n'occupent que 0.34% des superficies.

La croissance annuelle de la production rizicole depuis 1980 a été estimée à 1,5% et les rendements moyens restent relativement bas (environ 2,5t/ha).

La production annuelle, longtemps stagnante montre un accroissement significatif depuis 2003. Pour l'ensemble des différents modes de riziculture, la production globale a été évaluée à 4.914.450 tonnes en 2008 ; ce qui représente une augmentation de 26% par rapport à 2007. Le rendement moyen est évalué à 3,03 tonnes à l'hectare selon le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Tendances de la production rizicole des six dernières années (2003-2008)

Année	Superficie Rizicole (ha)	Production Rizicole (tonnes)	Rendement moyen (tonnes/ha)
2003	1.219.350	2.800.000	2,30
2004	1.237.000	3.030.000	2,45
2005	1.250.092	3.392.460	2,71
2006	1.291.000	3.485.000	2,70
2007	1.350.000	3.886.900	2,87
2008	1.620.615	4.914.450	3,03

Source : Observatoire du Riz (ODR) / EPP/PADR - 2008

Le Volume de travail généré par la production rizicole (hors transformation et commercialisation) correspondant à 242 millions de jours de travail par an, représentant l'équivalent de 970.000 emplois à plein temps.

A cela, s'ajoutent près de 70.000 emplois salariés générés en aval de la production par la transformation et la commercialisation. La rémunération de l'ensemble des personnes concernées par les activités rizicoles représente en moyenne 20% de la valeur ajoutée directe ; soit plus de 100 millions d'Ariary (50.000 USD). (*source : Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar – UPDR/FAO 1999-2000*).

D'importantes études de la filière ont été effectuées dans le secteur rizicole dont celle menée par l'UPDR et la FAO en 1999-2000 et qui a permis la formulation de la Lettre de Politique de Développement Rizicole, pour l'horizon 2010.

- Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar – UPDR/FAO 1999-2000
- Filière riz et pauvreté rural à Madagascar, Thèse pour l’obtention du doctorat en sciences économiques – 2003 - Louis BOCKEL
- Mise en place d’un système de régulation sur le marché du riz à Madagascar -Mai 2005 -John MAGNAY et Olivier JENN-TREYER (PAM)
- Le prix du riz : facteur de richesse ou de pauvreté ?
- Diagnostic du marché du riz à Madagascar en 2004 et début 2005 Mai 2005 – Marie-Hélène DABAT (BM)
- Mise en place d’un observatoire riz à Madagascar – 2005 – Louis BOCKEL (FAO)
- Rice markets in Madagascar in Disarray -Policy Options for Increased Efficiency and Price Stabilisation – September 2006 – Bart MINTEN and Paul DOROSH (BM)
- Etude sur la filière riz dans les régions d’intervention du projet BV-PI

Ainsi, les points forts et les points faibles du secteur avaient déjà été identifiés, tels que mentionnés dans le Tableau 2 ci-après :

Tableau 2 : Points forts et points faibles de la filière riz à Madagascar

Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> - Pratique de la culture de riz dans plusieurs zones de production de Madagascar - Place prépondérante dans l’agriculture et l’économie malgache (<i>la valeur ajoutée économique directe de la filière en 1999 a été de 12% du PIB en termes courants et de 43% du PIB agricole estimé à 27% du PIB global</i>) - Autoconsommation importante (<i>69% de la production</i>) - Forte intégration verticale dans la commercialisation intermédiaire - Forte multifonctionnalité des agents - Forte compétitivité bord champ (la perte de compétitivité se situe surtout en aval de la filière et résulte essentiellement de la structure de commercialisation) - Existence de marchés sous-régionaux : SADC, COMESA et COI - Grande diversité de systèmes de production 	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Contraintes physiques</u> : aléas climatiques (cyclones et sécheresses), enclavement des zones de production, dégradation de l’environnement naturel et baisse de la fertilité des sols, état défaillant de certains réseaux d’irrigation, mauvaise maîtrise de l’eau - <u>Contraintes techniques</u> : Faible taux d’équipements, faible valorisation des itinéraires techniques améliorés - <u>Contraintes économiques</u> : Coût élevé de la main d’œuvre, rareté et cherté du crédit, faible diversité des instruments financiers, difficultés d’accès à la terre et insécurité foncière, prédominance de l’autoconsommation - Mauvaise maîtrise des marchés d’exportation et non-respect des normes internationales

<ul style="list-style-type: none"> - Diversité de zones agro-écologiques favorables - Un savoir-faire ancestral bien ancré dans les mœurs et traditions - Un niveau de consommation élevé - Disponibilité de résultats de recherche exploitables 	
--	--

Source : Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar – UPDR/FAO 1999-2000) / Note sur les goulots d'étranglement et les points forts - Riz - Dossier Produits de base Mai 2008

La superficie totale effective cultivée en riz est estimée à 1.620.615 hectares dont en irriguée de grande saison sur 1.060.000 ha, elle-même partiellement cultivée en contre saison sur 280.000 ha ainsi que 281.000 ha de riz pluvial.

2-2 Statut du riz par rapport aux politiques nationales :

La « Vision Madagascar, Naturellement » tenant compte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), donne le cadrage général du développement de la Grande Ile. Il en a découlé le « MAP » (Madagascar Action Plan), élaboré pour la période 2007-2012, qui décrit la nouvelle stratégie et le nouveau plan d'action destinés à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté. Huit engagements y sont stipulés, dont l'engagement 4 qui porte spécifiquement sur le développement rural avec six défis majeurs à relever : (i) sécuriser la propriété foncière ; (ii) améliorer l'accès au financement rural ; (iii) lancer une révolution verte durable ; (iv) promouvoir les activités orientées vers le marché ; (v) diversifier les activités agricoles et (vi) accroître la valeur ajoutée agricole et promouvoir l'agrobusiness.

L'objectif fixé pour 2009 est de tendre vers un doublement de la production de paddy par rapport à 2006, pour atteindre un volume de 7 millions de tonnes. Cette croissance est soutenue par une amélioration de la productivité (au moyen d'approvisionnement en intrants, amélioration des techniques culturales, amélioration des infrastructures hydro-agricoles, introduction de machines agricoles, appui technique régulier, ...) ainsi qu'une augmentation des surfaces cultivées.

Tableau 3 : Evolution et objectif de productions (Période 2006 - 2009)

ANNEE		2006	2007	2008	2009
PADDY	Production (tonnes)	3.500.000	3.886.900	4.914.450	7.000.000
	Rendement (tonnes/ha)	2,70	2,87	3,03	5

Source : Rice Action Plan (RAP) 2007-2009 / MAEP

2-3 Niveau de consommation de riz et projections des besoins :

La Lettre de Politique de Développement Rizicole, pour l'horizon 2010 prévoit le passage à une consommation normale de 145 Kg par personne et par an et une exportation équivalente de 1,8 millions de tonnes de paddy. Le tableau suivant montre le surplus en riz estimé suivant ce niveau de consommation.

Tableau 4 : Niveau de consommation de riz et projections des besoins (2007 – 2011)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
Prévision de production (en tonnes)	3 886 895	4 914 450	6 600 000	7 800 000	9 100 000
Semences et pertes (10%)	388 690	491445	660000	780000	910000
Paddy disponible pour la consommation humaine	3 498 206	4 423 005	5 940 000	7 020 000	8 190 000
Riz blanc national disponible (67%)	2 343 798	2963413	3979800	4703400	5487300
Population estimée (estimation de l'INSTAT / hypothèse moyenne de +2.87%)	18 816 000	18870000	18924000	18978000	19032000
Consommation totale annuelle de riz blanc (tonnes) / suivant cons 145 kg/hab/an	2728320	2736150	2743980	2751810	2759640
Déficit ou surplus en riz (tonnes) compte tenu de la cons 145 kg/hab/an	-384522	227263	219433	211603	203773

Source : MAEP/DSI

2-4 Le système de commercialisation et les principaux acteurs de la filière

D'après le recensement agricole de 2004-2005 (MAEP), la riziculture est pratiquée par 2.075.000 exploitants. Si l'on intègre l'aval de la filière qui concerne quelques 30.000 opérateurs dont la plupart évoluent dans la collecte, le décorticage et la vente de gros ou au détail, quelque 2.105.000 opérateurs sont concernés. (source : *Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar – UPDR/FAO 1999-2000*) / *Note sur les goulots d'étranglement et les points forts - Riz - Dossier Produits de base Mai 2008*)

Les collecteurs

Les collecteurs servent d'intermédiaires entre les producteurs et les grossistes. Ils sont en contact direct avec les producteurs et sont souvent aussi des transporteurs. En 1999, le pays comptait 4.700 collecteurs formels dont 40% opérant sur les Hautes Terres centrales, 27% dans le Centre- Ouest et 18% dans le Nord-Ouest. Chaque collecteur employait en moyenne cinq personnes, ce qui représentent environ quelques 22.000 emplois. (Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural – Première phase : Synthèse Nationale Madagascar / Janvier 2007)

La collecte est un secteur très concurrentiel. Il comporte notamment des acteurs formels et informels mais aussi, des collecteurs indépendants et non indépendants.

Les transformateurs

Les transformateurs s'occupent essentiellement du décorticage du riz, et dans certains cas de l'étuvage (Région Alaotra Mangoro). Il n'en demeure pas moins que le pilonnage manuel est encore assez répandu.

Les décortiqueuses sont de petites unités de transformation du paddy. Elles sont réparties dans tout le pays tandis que les rizeries sont davantage concentrées dans les grands bassins de production comme le Lac Alaotra. Depuis la libéralisation de la filière, le nombre de décortiqueuses a augmenté à un rythme plus rapide que celui des rizeries qu'elles concurrencent sérieusement (coût d'opération moindre).

Les détaillants

Au total, quelques 24.000 détaillants avaient été recensés en 1999. Ils s'approvisionnaient en riz blanc auprès des grossistes (66%), des décortiqueuses et rizeries ou des collecteurs. Ils sont constitués pour l'essentiel de femmes (60%).

Depuis 2005, dans un souci d'amélioration de la gestion de la filière riz, une plateforme de concertation et de pilotage (PCP Riz), comprenant l'ensemble des acteurs de la filière a été créée.

Le schéma de commercialisation du riz à Madagascar est présenté en ANNEXE I.

3. Défis majeurs et opportunités pour le développement national du secteur rizicole :

Le principal défi du secteur agricole y compris le secteur rizicole réside à accroître la capacité du secteur à mettre sur le marché des produits en quantité et en qualité, pour assurer la sécurité alimentaire de la population croissante, approvisionner les industries en aval et pour exporter. Pour cela nombreux facteurs de blocages sont à considérer en particulier :

- la précarité des situations foncières empêchant d'investir, l'absence d'orientations claires pour la gestion des zones d'investissement agricoles et l'insuffisance de mesures incitatives pour amener des agro entrepreneurs à s'installer ;
- la disponibilité et l'accès limité des paysans aux intrants agricoles de qualité (semences améliorées, engrais, etc.) ;
- les difficultés d'accès au crédit pour les producteurs : problème de garantie, taux d'intérêts élevés, productivité et viabilité des exploitations, l'absence de financement stable des politiques élaborées ;
- la faiblesse des systèmes de diffusion des techniques innovantes permettant l'accroissement de la productivité, l'intégration insuffisante et la non valorisation des résultats de la recherche appliquée ;
- l'offre de produits agricoles limitée, irrégulière, atomisée, hétérogène, pour intéresser des commerçants ou des industriels, l'état dégradé des infrastructures routières, l'absence d'appui aux initiatives d'exportation de produits agricoles bruts ou transformés ;

- l'insuffisance des capacités techniques et de gestion d'exploitations des producteurs, les lacunes dans le système de conseils aux agriculteurs, le faible développement des métiers ruraux et l'absence d'offre de formation dans certaines domaines ;

Pourtant, Madagascar jouit de hautes potentialités agro écologiques exceptionnelles permettant une grande diversité de productions végétales, tropicales et tempérées. Une quinzaine de grands bassins de production rizicole constituent de véritables greniers et doivent pouvoir amener la grande île à tenir une place au niveau régional, voire même international. Tenant compte du rôle moteur du secteur agricole dans la transformation de la société malagasy, les principaux objectifs pour la période 2008 – 2012 sont : (i) assurer la sécurité alimentaire et le respect des normes qualitatives ; (ii) améliorer les revenus des producteurs à travers une bonne information sur le secteur et une ouverture sur l'export, (iii) procurer des emplois aux ruraux en encourageant les exploitations agricoles de plus en plus grandes et le développement de la formation des jeunes ruraux et aux métiers ruraux et aux métiers non agricoles, (iv) approvisionner une agro industrie prospère, (v) contribuer à l'amélioration de la balance commerciale (*source Programme Sectoriel Agricole, Mars 2007 et Plan d'action à Impact rapide ISFP Madagascar 15/09/08*)

4. Zones d'action prioritaires et approches retenues :

4-1 Les zones d'actions prioritaires :

Dans la mesure où le riz peut se cultiver partout à Madagascar, les grandes zones à fortes potentialités seront retenues en priorité pour développer les actions d'intensification, l'extension des rizicultures pluviales se fera avec des techniques agro écologiques afin de mieux préserver les zones plus vulnérables. Elles sont constituées par 6 régions agro-écologiques.

1. Le Nord englobe les Régions de DIANA (Diégo, Ambilobe, Nosi-be et Ambanja) et de SAVA (Sambava, Antalaha, Vohémar et Andapa).
2. Le Nord-Ouest correspond à la Circonscription Administrative de Mahajanga et comprend (i) la région de Maintirano, (ii) la plaine de Marovoay et d'Ambato-Boëni, (iii) les plaines alluvionnaires de la Sofia (Mampikony, Port-Bergé, Antsohihy) et (iv) les zones de moyenne ou haute altitude de Befandriana, Mandritsara et Bealanana.
3. Le Centre Ouest regroupe (i) le versant occidental de l'île, situé entre Morondava et Morombe, (ii) les zones de pénéplaines du Moyen Ouest, et (iii) l'Ouest du plateau central de l'île.
4. Les Hauts-Plateaux correspondant à la partie centrale des Hautes-Terres Malgache.
5. L'Est : coïncide avec le versant oriental de l'île allant de Maroantsetra à Vangaindrano.
6. L'Alaotra, zone de cuvette située vers le Centre Est de l'île au milieu de laquelle se trouve le Lac Alaotra avec ses zones de marais, de plaines et de vallées adjacentes.

Les saisons culturales et leurs calendriers respectifs varient selon les régions comme présentées en ANNEXE II. La carte de la production rizicole par zone en 2007 est présentée en ANNEXE III.

4-2 Les approches retenues :

Quant aux besoins en semences à moyen et long terme, les prévisions de quantités de semences à produire, ont été estimées en considérant une dose de semis moyenne par hectare de 50 kg, une période de renouvellement de semences de 3 ans et une augmentation de la superficie rizicultivée, en faveur du riz pluvial aux fils des temps, aboutissant à la disparition du riz de tavy à partir de 2013 et une inversion de la proportion riziculture irriguée et celle de bas fonds en 2018.

5. : Vision et cadre du SNDR

5-1 Les objectifs :

Conformément à la Politique Nationale de Développement Rizicole, les objectifs globaux de la SNDR sont :

- Contribuer à la sécurité alimentaire dans toutes les régions.
- Contribuer à l'amélioration de la croissance économique.
- Améliorer les revenus et la situation des acteurs de la filière.

Les objectifs spécifiques consistent à satisfaire la consommation intérieure et élargir le marché d'exportation, à travers l'augmentation de la production nationale et la professionnalisation des producteurs. Pour y parvenir, les objectifs de production sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Superficie, rendement et production rizicole en 2008, et objectifs visés pour 2018

	Pluvial (tanety)			Grande saison			Contre saison			Total ou moyenne		
	Scce (ha)	Rdt (t/ha)	Production (T)	Scce (ha)	Rdt (t/ha)	Production (T)	Scce (ha)	Rdt (t/ha)	Production (T)	Scce (ha)	Rdt (t/ha)	Production (T)
2008	281439	1,97	554 453	1060114	3,33	3 531 737	279 262	2,97	828 262	1620615	3,03	4 914 452
2013	500000	2,50	1 250 000	1300000	5,00	6 500 000	700 000	4,00	2 800 000	2500000	4,22	10550000
2018	600000	3,00	1 800 000	1300000	5,50	7 150 000	700 000	4,50	3 150 000	2600000	4,65	12100000

Source : DSI/MAEP

Pour soutenir le développement de la filière riz, le renforcement de la capacité du Département de la Recherche Rizicole du Centre National de recherche FOFIFA en matière des ressources humaines est nécessaire.

Le nombre en 2008 ainsi que le besoin en techniciens de recherche et des chercheurs sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Nombre de chercheurs et techniciens en 2008, et les objectifs visés pour 2018

	Chercheurs			Techniciens		
	Total	Spécialiste en riziculture (plein temps)	Spécialiste en riziculture (partiel)	Total	Spécialiste en riziculture (plein temps)	Spécialiste en riziculture (partiel)
2008	22	Ph.d (3) Masters (11)	Ph.d (1) Masters (7)	17	12	5
2013	48	Ph.d (14) Masters (28)	Ph.d (3) Masters (3)	17	12	5
2018	48	Ph.d (42)	Ph.d (6)	17	12	5

Source : FOFIFA/MAEP

5-2 : La SNDR de Madagascar

La SNDR de Madagascar comporte deux axes principaux :

- **Les axes d'interventions intersectorielles**

- Assurer un environnement politique, économique, juridique et social favorable pour permettre le développement du secteur privé
- Développer le cadre institutionnel face au pluralisme des acteurs
- Renforcer les capacités organisationnelles

- **Les axes d'interventions spécifiques au secteur agricole**

- Intensifier et moderniser la production
- Améliorer les conditions d'accès et l'infrastructure irriguée
- Renforcer l'appui aux producteurs
- Préserver les ressources naturelles
- Développer les échanges et promouvoir la contractualisation entre producteurs et opérateurs
- Promouvoir la monétarisation des échanges

Ces interventions seront accompagnées par des stratégies de renforcement de la sécurité rurale et des stratégies de communication.

5-3 Gouvernance de la SNDR :

Sous la supervision du MAEP, la SNDR sera mise principalement sous la houlette de la Plate forme de Concertation pour le pilotage de la filière Riz ou PCP-Riz, mise en place dans le pays en 2005. La raison d'être de cette plate forme est de renforcer la collaboration étroite entre le secteur public et le secteur privé en fixant un objectif unique qui est de développer d'une manière pérenne la filière rizicole malgache.

La PCP-Riz a pour mission principale de :

- Favoriser les dialogues, les rencontres, la collecte et les échanges d'informations entre les acteurs directs et indirects de la filière ;
- Proposer la politique et les stratégies de développement de la filière rizicole ;
- Suivre la mise en œuvre de la politique de développement rizicole à Madagascar ;
- Constituer un organe consultatif sur les mesures à prendre pour la filière riz ;
- Orienter les actions nécessaires en cohérence avec la politique en vigueur ;
- Jouer un rôle d'interface entre l'Etat, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers ;
- Suivre et apprécier l'évolution de la situation de la filière riz dans son environnement national et international aux fins de proposer des mesures propres à améliorer le fonctionnement et le développement de l'ensemble des maillons de la filière.

La PCP-riz est constituée principalement de 9 collèges : Le collège des producteurs ; Le collège des chercheurs ; Le collège des transformateurs ; Le collège des intermédiaires (transporteurs, collecteurs, commerçants...) ; Le collège des importateurs/exportateurs ; Le collège des organismes d'appui technique ; Le collège des organismes d'appui financier ; Le collège de l'Administration ; Le collège des consommateurs.

5-4 Engagement Financier de l'Etat en rapport avec le secteur rizicole :

Le Tableau suivant extrait du cadre des dépenses à moyen terme du MAEP montre l'engagement de l'Etat dans le financement de la SNDR.

Tableau 7 : Analyse de l'évolution du Budget du MAEP alloué au développement rizicole

		2007	2008	Δ 2008/07	2009	Δ 2009/08
CODE PIP	INTITULE DU PROJET	X1000 MGA				
	MISSION 411 - ADMINISTRATION ET COORDINATION	40 000	55 000	15 000	8 696 200	8 641 200

		2007	2008	Δ 2008/07	2009	Δ 2009/08
DEFI N° 0-1-4	ETABLIR UN PROCESSUS BUDGETAIRE DE L'ETAT EFFICACE ET TRANSPARENT	40 000	55 000	15 000	8 696 200	8 641 200
MISSION 410 - AGRICULTURE		149 893 681	189 567 937	39 674 256	214 504 016	24 936 079
DEFI N° 0-4-1	SECURISER LA PROPRIETE FONCIERE	47 881 526	3 604 000	-44 277 526	0	-3 604 000
DEFI N° 0-4-2	AMELIORER L'ACCES AU FINANCEMENT RURAL	39 000	39 000	0	69 523	30 523
DEFI N° 0-4-3	LANCER UNE REVOLUTION VERTE DURABLE	64 697 972	89 137 199	24 439 227	144 340 620	55 203 421
DEFI N° 0-4-4	PROMOUVOIR LES ACTIVITES ORIENTEES VERS LE MARCHE	0	0	0	0	0
DEFI N° 0-4-5	DIVERSIFIER LES ACTIVITES RURALES	24 712 083	40 977 536	16 265 453	52 530 373	11 552 837
DEFI N° 0-4-6	ACCROITRE LA VALEUR AJOUTEE AGRICOLE ET PROMOUVOIR L'AGROBUSINESS	1 231 100	42 867 000	41 635 900	0	-42 867 000
PROGR 405	RECHERCHE AGRICOLE				1 906 500	1 906 500

Unité : 1000MGA ; 1\$US=2000MGA

Source : Analyse rapide des dépenses publiques dans le secteur de l'agriculture, Jean Pierre Dumas, 25/11/2008

5-5 Les principales interventions (innovation, technologie, politique, institutions, marchés, renforcement de la capacité) :

En matière d'innovation et de génération de nouvelles technologies, le FOFIFA, à travers son Département de recherche rizicole a essentiellement travaillé sur les 2 principaux types de riziculture : la riziculture irriguée à bonne maîtrise d'eau et la riziculture de bas-fonds, sans réelle maîtrise d'eau. Une approche régionale des problèmes a été adoptée dans la formulation des thèmes de recherche à étudier. Ses réalisations majeures portent sur des techniques culturales plus performantes et sur des variétés plus productives et plus adaptées à chaque condition de riziculture, que celles habituellement cultivées par les riziculteurs. Les résultats acquis par chaque domaine scientifique et pour chaque grande région rizicole sont résumés en ANNEXE IV.

Pour faire connaître les résultats de ses recherches, en vue de promouvoir leur diffusion, le FOFIFA participe aux manifestations régionales ou nationales telles que foires ou expositions etc. Il organise également de temps à autres, pour les paysans producteurs et/ou autres organismes chargés du développement rural oeuvrant dans ses régions d'interventions, des visites organisées et commentées de leurs expérimentations en milieu réel avec et chez des paysans coopérateurs. Enfin, des présentations sont aussi faites au niveau du comité scientifique qui se réunit régulièrement et où siègent des représentants des ministères utilisateurs des résultats.

6. Stratégies par sous-secteur :

6-1 Semences

a) *Système semencier :*

Le système semencier à Madagascar est pris en charge par différents acteurs à différents niveaux. **La Recherche** (FOFIFA, FIFAMANOR) produit en régie les semences de souche et de pré base. **Les CMS** (Centres Multiplicateurs de Semences), les GPS (Groupements de Paysans Semenciers) et **les entreprises semencières** multiplient les semences contrôlées ou non et éventuellement certifiées, c'est-à-dire celles qui seront commercialisées. Le contrôle et la certification sont assurés par le **Service Officiel de Contrôle** (SOC) tandis que la distribution se fait par diverses entités (Centre, particulier, entreprises, ...). Du fait que les attributions de chaque entité ne sont pas réellement définies, les centres de recherche produisent des semences commerciales et les CMS produisent eux-mêmes leurs semences de base. La majorité de la production de semences reste encore dominée par les CMS sous tutelle de l'Etat.

Une douzaine de CMS sont opérationnels et fournissent une production semencière d'une certaine importance malgré le manque ou l'insuffisance de moyens matériels et financiers. Les deux les plus importants sont le CMS Anosiboribory au Lac Alaotra pour le riz irrigué et le CMS de Sakay dans le Moyen-Ouest pour le riz pluvial. Ils produisent environ 70% des semences améliorées au niveau national.

La situation générale des semences selon les zones agro-écologiques ainsi que la disponibilité des semences sont respectivement présentées en ANNEXE V et VI. Le schéma d'une organisation semencière est présenté en ANNEXE VII.

b) *Vision et Stratégie Nationale Semencière :*

La vision ambitieuse « **Des produits agricoles malgaches compétitifs, en abondance et de bonne renommée** ». Le principal objectif est de « soutenir sur le long terme le développement du secteur agricole et agro-alimentaire, et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté à l'essor de l'économie nationale ». Il s'agit de « promouvoir l'utilisation du Facteur Variété Semence pour atteindre un développement rapide et harmonieux du marché des semences ». Pour ce faire, il faudrait professionnaliser la filière semencière et assurer la disponibilité et l'utilisation par les utilisateurs finaux de semences de qualité. Les indicateurs de résultats escomptés sont :

- Surfaces emblavées avec des semences améliorées : 5-10% de la surface totale
- Augmentation du rendement sur les surfaces emblavées : 10 à 50% suivant les cultures et les régions

Tableau 8 : Objectifs de production et besoins en semences de riz

Années	2008	2013	2018
Actions	Production (T)	Besoins* (T)	Besoins* (T)

riz	-0,780 t de pré base pour la riziculture aquatique.	-34,200t en riziculture irriguée	-43,900t en riziculture irriguée
	-1,288 t de pré base pour la riziculture pluviale		
	-32,5 tonnes et 1,5 t de semences de base, respectivement pour les rizicultures aquatique et pluviale	-22,800 t en riziculture de bas fonds sans maîtrise	-18,800t en riziculture de bas fonds sans maîtrise
		-57,000t en riziculture pluviale	-62,700t en riziculture pluviale

Source : FOFIFA/MAEP

* en semences de pré base

En 2008, le FOFIFA a produit pour les 2 principaux types de riziculture et pour toutes les variétés confondues, environ 2 tonnes de semences de pré base et 34 tonnes de semences de base. De part sa capacité actuelle la recherche ne multiplie que les variétés les plus appréciées par région et par type de riziculture.

c) Stratégies pour le développement du secteur semencier :

Les actions à entreprendre s'inscrivent dans le cadre du Programme National Semencier et s'articulent autour des 3 axes d'intervention suivants :

- Axe n°1 : Instauration d'un environnement incitatif et sécurisant pour le développement de la filière
- Axe n°2 : Conduite en professionnels de la production des semences
- Axe n°3 : Utilisation généralisée des semences de qualité

6-2 Engrais

a) Vision et Stratégie Nationale sur les Engrais :

La Stratégie Nationale sur les Engrais se trouve conforme à la Vision « Madagascar Naturellement », et entre dans la droite ligne du Programme National pour le Développement Rural (PNDR) dans ses différentes orientations, et contribue ainsi à répondre au défi majeur lancé pour *une véritable révolution verte à Madagascar*.

b) Objectifs :

Il s'agit d'identifier des plans d'action qui constitueront les premiers pas vers le développement du marché des engrais dont l'acteur central est le secteur privé. L'objectif de consommation d'engrais serait de **90.000 tonnes/an d'ici 2012**.

Une augmentation de la production rizicole de 100% en 5 ans, avec une superficie rizicole fertilisable estimée à 300.000 ha sur un total de 1.620.615 ha, et un apport de 150 kg/ha de

DAP et 50 kg/ha d'urée, demanderait un total de 60.000 tonnes d'engrais sur rizière pour escompter 1 millions de tonnes de paddy supplémentaire. En étendant les besoins aux quantités d'engrais nécessaires pour les autres cultures à intensifier, l'objectif global de consommation d'engrais a été ainsi estimé.

c) Les stratégies pour le développement du secteur de l'engrais :

Axe stratégique n°1 : Mobilisation nationale concertée de la filière engrais

Les objectifs consistent à : Mobiliser à l'échelle nationale tous les acteurs concernés du monde rural afin de garantir une croissance importante de l'utilisation des fertilisants pour une rapide augmentation de la production agricole ; et contribuer à la mise en place d'un environnement politico-économique et réglementaire apportant de la visibilité aux opérateurs privés, et cohérent avec l'objectif de développement du « secteur engrais ».

Axe stratégique n°2 : Utilisation rationnelle des engrais

Les objectifs consistent à : augmenter les performances économiques des exploitations ; développer des systèmes productifs durables et rentables ; ajuster les actions de vulgarisation dans le cadre de la relance des activités de Conseil Agricole ; renforcer les services d'appui à la production en général et à l'utilisation des engrais en particulier ; maximiser la rentabilité de l'utilisation des engrais par l'introduction et l'utilisation de types d'engrais appropriés ; économiser sur les engrais minéraux par utilisation rationnelle des ressources fertilisantes locales et de l'eau.

Axe stratégique n°3 : Amélioration de l'accès au financement

L'objectif consiste à permettre l'acquisition des engrais aux différents niveaux.

Axe stratégique n°4 : Professionnalisation de la commercialisation

Les objectifs consistent à appuyer la confirmation et/ou l'émergence d'opérateurs professionnels en matière de distribution d'intrants agricoles, dont l'engrais ; appuyer la mise en place d'une stratégie d'approvisionnement durable ; améliorer les informations sur les marchés ; et respecter les normes et qualités.

6-3 Irrigation

a) Vision de la Stratégie pour le secteur de l'Irrigation :

Madagascar est le deuxième pays d'Afrique sub-saharienne en terme de superficie irriguée : un million d'hectares, soit 30 % des terres agricoles.

Le potentiel irrigable concerne près de 1 500 000 ha : dont 800 000 ha sont des périmètres formels équipés et 300 000 ha sont des périmètres traditionnels ou familiaux. Les 400 000 ha restant sont des plaines irrigables par gravité à partir soit de barrages de retenue ou de dérivation, ou de prises directes au fil de l'eau et dont l'aménagement n'a pas encore été fait. Les stations de pompage sont très peu utilisées étant donné le coût élevé de leur fonctionnement.

Le secteur irrigué est généralement présenté en:

- Grands périmètres irrigués (GPI) de surface unitaire supérieure à 2 500 ha.
- Petits périmètres irrigués (PPI) entre 200 ha et 2 500 ha.
- Micro-périmètres irrigués (MPI) inférieurs à 200 ha.
- Périmètres familiaux (PF) (quelques centaines de m²). Ils se distinguent par des aménagements de conception et construction rudimentaire, sans intervention gouvernementale.

Suite à l'adoption de la lettre de politique de développement des bassins versants et périmètres irrigués en 2006, les périmètres sont désormais classés suivant la complexité des infrastructures hydro-agricoles ainsi que le mode de gestion et d'entretien du périmètre plutôt que suivant le critère de superficie.

On distinguera dès lors:

- les périmètres partenaires où l'État intervient dans la gestion et l'entretien des ouvrages non transférés aux Associations d'usagers de l'eau (AUE);
- les périmètres autonomes où seules les AUE sont responsables de la gestion de l'entretien de leur périmètre.

Dans cette nouvelle classification, tous les GPI sont classés dans les périmètres dits partenaires, tous les MPI et les PF dans les périmètres dits autonomes, et les PPI se trouvent suivant le cas soit dans la première soit dans la deuxième catégorie.

b) Les objectifs du secteur de l'irrigation

Dans ce contexte, les objectifs spécifiques du sous-secteur sont:

- Améliorer la disponibilité et l'utilisation efficace de l'eau dans les structures d'irrigation
- Assurer l'appropriation des structures d'irrigation moderne par les bénéficiaires ;
- Renforcer la durabilité des structures en tenant compte des perspectives techniques, environnementales, agricoles, économiques et sociales ;

Ces objectifs spécifiques seront atteints à travers 3 priorités majeures :

- Réhabilitation/modernisation des périmètres existants
- Développement de structures d'irrigation efficace
- Et le renforcement de la capacité des entités concernées par la gestion de l'irrigation (AUE, techniciens, ...)

Tableau 9 : Objectifs à atteindre pour le développement de l'irrigation

	2008	2013	2018
	Objectif	Objectif	Objectif
Réhabilitation (Ha)	20.000	150.000	200.000
Entretien par travaux communautaires (Ha)	10.000	50.000	75.000
Nombre de barrage	15	80	80 ¹
	120	200	200
Extension (Ha)	5.000	10.000	10.000
Structure de gestion AUE (Unité)	100	200	250

Source : DGRMA/MAEP

c) Les stratégies du secteur de l'irrigation :

Les stratégies consistent à appliquer les résultats de recherches sur la conduite des exploitations pour les principales productions végétales et notamment le riz, à structurer les acteurs par filière et à renforcer le partenariat public privé aux divers échelons.

Actions à court terme	Actions à moyen terme	Actions à long terme
Inventaire des périmètres fonctionnels / non fonctionnels	Mise en place d'une base de données du secteur irrigué sur SIG	
Identification des périmètres partenaires	<i>Faire en sorte que le FERHA devienne comme un basket fund du secteur irrigué</i>	

¹ Le nombre de barrages est le même étant donné que les travaux de réhabilitation n'impliquent pas forcément une réhabilitation du barrage.

Définition des travaux d'entretien courant et périodique	Constitution de provisions pour les entretiens périodiques	
Estimation des coûts des travaux		
Réhabilitation des réseaux hydro agricoles non fonctionnels	Recherche de financement pour les travaux en attente	Aménagement de nouveaux périmètres

Actions à court terme	Actions à moyen terme	Actions à long terme
Amélioration des textes régissant la gestion, l'entretien et la police des eaux		Mise à jour
Vulgarisation de ces textes		
Renforcement de capacités des AUE (technique, gestion financière)		
Renforcement de capacités des techniciens (techniques de gestion de l'eau, petites irrigations)		
	Promotion des techniques d'irrigation autre que gravitaire pour les cultures pluviales	

6-4 Mécanisation

a) *Vision de la Stratégie pour le développement de la mécanisation*

Pour atteindre l'objectif d'accroissement de la production, une des stratégies principales du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche est de favoriser le développement de la mécanisation agricole, en parallèle avec la vulgarisation des techniques rizicoles, l'utilisation de semence améliorée et engrais et l'amélioration des infrastructures d'irrigation.

Les exploitations agricoles sont sous-équipées et n'utilisent au plus que les petits matériels à traction animale, mis à part l'angady pour la plupart. Il y a peu d'exploitations mécanisées (motoculteurs et tracteurs).

Actuellement beaucoup d'efforts sont consentis pour la relance de la mécanisation agricole entre autres:

- La facilitation de l'acquisition des matériels agricoles par les agriculteurs:
- Opérations matérielles agricoles (prix aux producteurs subventionnés à 40%)
- Partenariat entre le Gouvernement Malgache et le Gouvernement Indien par l'octroi de 411 tracteurs avec équipements (vente directe, vente location, facilitation de remboursement annuel; ...)
- Partenariat entre le Gouvernement Malgache et le Gouvernement Lybien par l'octroi de 8 tracteurs avec équipements.
- L'exonération des taxes d'importation des matériels agricoles (Tracteurs et motoculteurs).

Les principales activités pour le développement du secteur consisteront à assurer la disponibilité en matériels agricoles à travers :

- Le renforcement de la capacité des artisans locaux pour la fabrication des matériels agricoles ;
- La promotion de la Coopérative d'Utilisation des Matériels Agricoles (CUMA) ;
- La multiplication des réseaux d'achat et de distribution de matériels
- L'appui à la vulgarisation des matériels appropriés ;
- La continuation de l'exonération des taxes d'importation des matériels agricoles

Tableau 10 : Objectifs à atteindre pour le développement de la mécanisation

	2008	2013	2018
	Objectif	Objectif	Objectif
Besoins (Unité)	10.420	32.000	34.000
- petits matériels	10.000	30.000	30.000
- matériels motorisés	420	2.000	4.000
Mise en place CUMA (unité)	5	10	15
Mise en place central d'achat (unité)	30	40	60
Promotion des cultures motorisées sur grande surface (ha)	15.000	150.000	250.000

Source : DGRMA/MAEP

b) Les stratégies pour le développement de la mécanisation

Les grandes lignes du plan d'action sont les suivantes :

- Développement du partenariat avec les pays du monde entier
- Renforcement des capacités et des moyens de tous les acteurs (artisans, fournisseurs, agents de l'administration, ...)
- Facilitation d'installation du secteur privé en leur offrant un environnement incitatif dans des zones de production.
- Mise en place d'une base de données de la mécanisation agricole (Fabricants, importateurs, natures et types de matériels existants, besoins en matériels agricoles,...) ;
- Facilitation d'acquisition des matériels agricoles en associant les secteurs privés et les institutions de micro finances et banques ;
- Vulgarisation des techniques appropriées et adaptées et renforcement de capacités de tous les acteurs (technicien, concepteur, ...) ;
- Elaboration et actualisation du document de politique de mécanisation agricole (réforme institutionnelle, réglementation, projets et programmes) ;

6-5 Financement rural

a) Vision de la Stratégie pour le développement du financement rural

Une vision : « Disposer d'un secteur de micro finance professionnel, viable et pérenne, intégré au secteur financier malagasy, offrant des produits et services financiers diversifiés et innovants à la population rurale et urbaine, tout en assurant une couverture suffisante de la demande sur l'ensemble du territoire, et opérant dans un cadre légal, réglementaire, fiscal, et institutionnel adapté et favorable »

Un objectif global de développement : « Favoriser l'accès à des services de micro finance diversifiés tant au niveau de l'offre de produits qu'au niveau des types d'institutions, grâce à des institutions viables, intégrées dans le secteur financier pour une majorité de ménages à faible revenu et de micro entrepreneurs sur l'ensemble du territoire malgache d'ici 2012. »

b) Les stratégies pour le développement du système de financement rural :

Trois axes stratégiques :

Axe stratégique n°1 : amélioration du cadre économique légal et réglementaire pour un développement harmonieux du secteur de la microfinance.

Axe stratégique n°2 : offre viable et pérenne de produits et service adaptés, innovants, diversifiés et en augmentation dans les zones non couvertes et dans celles faiblement couvertes par des IMF professionnelles.

Axe stratégique n°3 : organisation du cadre institutionnel de manière à permettre une bonne structuration et une conduite efficiente du secteur

Rôle du secteur public :

- Le gouvernement veillera à « Développer un environnement favorisant l'efficacité des marchés, le développement économique en général, la maîtrise du taux d'inflation, la mise en place d'un cadre légal et réglementaire favorisant le développement des IMF, en assurant une protection des déposants, une surveillance du secteur financier en général et en aidant les institutions à se développer. »
- Le MAEP travaillera sur les aspects ci-après :
 - « Réflexion sur la mise en place des produits et services adaptés aux besoins de la population ;
 - Recherche et mise à disposition du secteur des financements appropriés pour l'extension des Institutions ;
 - Expérimentation et la mise en œuvre de mécanismes innovant de la maîtrise des risques notamment des produits financiers liés à l'agriculture ;
 - Mise en relation des IMF et des grands projets/ programmes
 - Mise en place concertée de fonds de garantie pour les Institutions. »

Les actions à entreprendre sont :

- diversification/innovation des produits financiers (accent sur la promotion des produits de gestion de risque comme la micro assurance et adéquation du délai d'octroi avec le calendrier cultural).
- densification des réseaux d'IMF dans les zones rizicoles potentielles
- participation au refinancement et à la gestion des risques des IMF (exploitation du FDA)

- densification des activités des opérateurs fournisseurs d'intrants et d'équipements agricoles dans les zones de productions rizicoles
- Faciliter l'accès aux superficies cultivables
- vulgarisation de la technique de SRI/SRA
- Renforcement de la connaissance des marchés régionaux et mondial
- Sensibilisation sur la notion de valeur ajoutée et le calcul de rentabilité
- Sensibilisation des producteurs sur les avantages du regroupement

6-6 Vulgarisation agricole :

a) Vision et Stratégie pour la vulgarisation agricole :

Les enseignements tirés des expériences antérieures interpellent à réfléchir à une nouvelle vision de la Vulgarisation Agricole :

- La vulgarisation doit s'inscrire dans une politique agricole
- La vulgarisation est un outil de « facilitation » plus que « transfert de technologie »
- Les producteurs sont les clients, les commanditaires et partenaires plutôt que bénéficiaires de la vulgarisation agricole
- La demande du marché induit une nouvelle relation entre Producteurs et fournisseurs de biens et services
- De nouvelles approches en matière de financement public et de Partenariat sont nécessaires
- La pluralité des intervenants requiert coordination et concertation des acteurs

Par ailleurs, le point clé d'une éventuelle réforme doit être centré sur la déconcentration au niveau des Régions, ce qui va dans le sens des efforts de décentralisation menés par le Gouvernement depuis quelques années.

b) Les stratégies pour le développement de la vulgarisation agricole :

Tenant compte d'une insertion professionnelle des jeunes sans qualification dans le milieu agricole et d'une absence de politique d'aide à l'installation de nouvelles générations d'agriculteurs bien formés, porteurs d'innovation en milieu rural, et qui seront les vulgarisateurs, les techniciens de proximité et les leaders des OP, les objectifs des stratégies pour le développement de la vulgarisation dans le secteur rizicole visent à :

- Instaurer une synergie forte entre la Recherche – la Vulgarisation – la Formation – la production et le marché en mettant une plateforme d'échange d'informations et de concertation entre les secteurs ;
- Renforcer les services aux agriculteurs : structuration et renforcement des capacités des OP, appui à l'opérationnalisation des CSA, vulgarisation (conseil

technico économique, conseil de gestion) formation en métier et formation professionnelle Agricole et Rurale, dans les zone rizicoles potentielle ;

- Renforcer de la formation au métier et de la formation professionnelle agricole et rurale, dans les zones rizicoles potentielles : développement de cycle de formation spécialisés ;
- Appuyer au développement et à l'accessibilité des Producteurs aux services financiers dans les zones rizicoles potentielles
- Appuyer le développement des prestataires de services agricoles

A cet effet, les actions à entreprendre consistent à :

- Au niveau régional : regrouper tous les acteurs, instaurer la synergie entre tous ces acteurs, veiller à la cohérence des actions, faciliter l'accès des acteurs aux informations, développer une plateforme d'échange et de concertation, faciliter l'accès des agriculteurs aux services de base ;
- Au niveau central : développer un environnement favorisant l'efficacité des services aux Agriculteurs (approche de vulgarisation intégrée), développer un système d'information accessible à tous les acteurs, à travers les CSA, le FDA, les FRDA, les projets et les programmes ;
- Améliorer les conditions d'implantation et de développement des services de base ;
- Sécuriser les questions foncières
- Agir sur la protection de l'environnement
- Optimiser la production et assurer l'approvisionnement des intrants et matériels agricoles

Pour ce faire, il faudrait avoir une vision commune du secteur agricole, partager les rôles entre les différents acteurs, organiser l'accès aux informations, développer les communications rurales et rénover le dispositif de Formation Agricole Rurale.

7 Conclusion :

A l'instar des pays en développement soucieux d'assurer une sécurité alimentaire durable, Madagascar reconnaît l'importance stratégique du développement de la riziculture. Aussi, des initiatives avaient-elles été prises dans les Documents de politiques et stratégies de développement rural visant la réduction de moitié de pauvreté et la faim (Objectifs du Millénaire pour le Développement OMD1).

En fait, le développement rizicole de Madagascar tiendrait au déploiement d'efforts en faveur de la valorisation des grandes étendues de terres encore inexploitées, d'une part, et l'amélioration de la productivité des facteurs de production, d'autre part.

Initié depuis 2007 pour une période de cinq ans, le programme « Révolution Verte Durable » a pour objectif d'escompter un accroissement tangible de la production rizicole se traduisant par son triplement d'ici 2012. Elle ne saurait cependant se concevoir sans amélioration de la sécurité rurale et des campagnes d'information, éducation, communication (IEC) accompagnant la vulgarisation d'une combinaison des apports en intrants agricoles et de l'adoption de technologies adaptées, pour des systèmes de production variables selon les régions.

Elle préconise notamment l'application de cinq piliers que sont la maîtrise d'eau, l'utilisation judicieuse d'engrais, l'utilisation de semences améliorées, l'adoption de techniques appropriées, et l'utilisation de matériels agricoles, tout en prévoyant des leviers susceptibles de favoriser l'accès aux conseils agricoles, l'accès au financement, l'augmentation de superficies exploitées, l'accroissement de la valeur ajoutée et l'accroissement des exportations. (Exportations qui seront soutenues par des actions de réduction des coûts de production, surtout dans les zones à hauts potentiels de rendement, pour soutenir la compétitivité du riz malgache sur le marché international).

Le développement de partenariat stratégique et de la coopération technique internationale trouvent ainsi leur signification notoire pour l'accompagnement des efforts nationaux, dans la mesure où l'accroissement de la production rizicole constitue une garantie de l'instauration de la sécurité alimentaire pour tous, de la relance de l'exportation des excédents de production, et partant de l'expansion de l'économie agricole.